

456.2

Document N° 53  
1958

# ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

Library Copy

## Rapport

fait au nom de la

commission pour la politique énergétique

sur

certaines questions relatives à  
la politique européenne de l'énergie  
soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité  
de la Communauté Économique Européenne  
et de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique

par

M. Sijbrandus A. POSTHUMUS  
Rapporteur

Library Copy

DÉCEMBRE 1958

HPE 1758.33







# ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

## Rapport

fait au nom de la

commission pour la politique énergétique

sur

certaines questions relatives à  
la politique européenne de l'énergie  
soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité  
de la Communauté Économique Européenne  
et de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique

par

M. Sijbrandus A. POSTHUMUS  
Rapporteur

DÉCEMBRE 1958



*La commission pour la politique énergétique a examiné le 11 octobre, le 12 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre 1958, sous la présidence de M. F. BURGBACHER les questions relatives à la politique européenne de l'énergie soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Économique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique.*

*M. Sijbrandus A. POSTHUMUS a été désigné comme rapporteur le 11 octobre 1958.*

*Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité le 1<sup>er</sup> décembre 1958.*

*Étaient présents :*

*MM. F. BURGBACHER, président*

*A. DE BLOCK, vice-président*

*S. A. POSTHUMUS*

*K. BERGMANN*

*P. GRÉGOIRE*

*C. P. HAZENBOSCH*

*V. LEEMANS*

*A. M. LENZ*

*A. POHER*

*E. CORNIGLION-MOLINIER*

*Conformément à l'article 41, alinéa 3, du règlement, M. A. CAVALLI était suppléé par M. A. DERINGER et M. Y. ESTÈVE par M. E. SCHAUS.*





## SOMMAIRE

---

	Page
I — Introduction . . . . .	9
II — La structure de l'approvisionnement de l'Europe en énergie . . . . .	11
III — Les travaux des exécutifs . . . . .	19
IV — Quelques aspects de la future politique européenne de l'énergie . . . . .	26



## **RAPPORT**

sur

certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie, soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Économique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique

par

M. Sijbrandus A. POSTHUMUS

---

### **I — INTRODUCTION**

*Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,*

1. Dans son premier rapport (doc. n° 23, de juin 1958), la commission pour la politique énergétique a soulevé la question de la politique européenne de l'énergie, en se fondant notamment sur les points de départ généraux que la Haute Autorité de la C.E.C.A. avait établis en vue de cette politique au chapitre II de son sixième rapport général.
2. La commission pour la politique énergétique doit examiner maintenant le premier rapport général de la Commission de la C.E.E. et le premier rapport général de la Commission de l'Euratom, ce qui ne l'empêchera cependant pas de prendre en considération, dans le présent rapport, également le problème de la mise en œuvre d'une politique européenne de l'énergie.
3. La Haute Autorité, qui prépare cette politique européenne de l'énergie en vertu du protocole du 8 octobre 1957, a déclaré à votre commission, le 12 juin 1958, qu'elle soumettra encore avant la fin de l'année des propositions concrètes au Conseil de Ministres, en conformité des principes énoncés au chapitre II (politique de l'énergie) du sixième rapport général.

4. La commission pour la politique énergétique vous rappelle que dans son rapport de juin 1958 (doc. n° 23), elle avait déjà signalé les questions les plus importantes qui jouent un rôle pour la mise en œuvre d'une politique de l'énergie. Dans son présent rapport, elle se propose non seulement de se prononcer sur la politique énergétique suivie par la Commission de la C.E.E. et par celle de l'Euratom, mais aussi de poursuivre la discussion de la politique que la Haute Autorité doit mener.

5. A cet effet, elle tentera de faire au chapitre suivant une analyse de la situation européenne dans le domaine de l'approvisionnement en énergie. Elle donnera ensuite une vue d'ensemble des nouveaux éléments concrets que les exécutifs européens ont dégagés depuis le mois de juin 1958 et prendra principalement pour base les premiers rapports de la Commission de la C.E.E. et de la Commission de l'Euratom. Enfin, dans un dernier chapitre, votre Commission pour la politique énergétique essaiera de faire un certain nombre de remarques constructives.

## II — LA STRUCTURE DE L'APPROVISIONNEMENT DE L'EUROPE EN ÉNERGIE

6. Votre commission estime qu'elle a pour tâche première d'examiner les aspects structurels de l'approvisionnement de l'Europe en énergie. Certes, elle se rend compte que la conjoncture exerce sur le développement structurel une influence importante, parfois même un effet perturbateur; elle n'en pense pas moins devoir vouer tout d'abord son attention aux problèmes qui restent structurels. Elle ne se cache pas que certaines perturbations sérieuses, telles qu'on en aperçoit actuellement, peuvent être en partie d'origine structurelle et en partie de nature conjoncturelle. A cet égard, il ne faut pas oublier qu'en aplanissant des difficultés d'ordre conjoncturel, on peut faciliter aussi la solution de problèmes structurels. Votre commission n'ignore pas que le développement conjoncturel aussi bien que le développement structurel occupe différentes commissions de l'Assemblée Parlementaire Européenne, tout particulièrement en ce qui concerne la politique charbonnière.

7. Aussi votre commission entend-elle examiner l'activité que les trois Communautés déploient dans le domaine de la politique énergétique; elle le fera à la lumière d'une politique énergétique commune et générale, celle-ci étant la condition de tout développement équilibré de l'énergie en Europe. Peut-être les avis peuvent-ils encore différer sur les mérites d'une politique de cette sorte; il n'en faut pas moins admettre la nécessité d'une politique énergétique européenne « unique ».

8. Pour cette raison, votre commission se propose d'examiner de plus près l'activité déployée cette fois par les trois Communautés dans le domaine de l'énergie — activité coordonnée et dirigée par la Haute Autorité — à la lumière de la situation actuelle et sous l'angle de ce qu'il est permis d'attendre dans le domaine du développement des besoins de l'Europe en énergie.

9. Abstraction faite du stockage auquel on assiste actuellement dans un des secteurs de la production d'énergie primaire (charbonnages), on peut admettre, à propos de l'affirmation qui avait été faite avant le recul actuel de l'utilisation de charbon, que cette affirmation reste valable et que l'Europe ne pourra en effet couvrir ses besoins que dans une mesure relative toujours moindre en se servant des combustibles classiques. Les difficultés que les stocks de charbon provoquent actuellement n'affectent en rien la pertinence de cette déclaration; tout au plus pourraient-elles conduire à la conclusion qu'un accroissement persistant de la consommation d'énergie peut être également irrégulier et se traduire en fluctuations conjoncturelles.

10. L'évolution signalée dans le rapport des « Trois Sages », les prévisions établies par l'O.E.C.E. et celles de l'« Étude sur la structure et les tendances de l'économie énergétique dans les pays de la Communauté » du Comité mixte peuvent assurément ne pas concorder entièrement et devront peut-être être corrigées plus tard grâce à l'apport de renseignements plus précis; il n'en est pas moins reconnu généralement que la production européenne de houille — à supposer qu'elle soit maintenue au niveau actuel ou même qu'elle augmente encore légèrement — ne pourra fournir, en vue de la consommation d'énergie en Europe, qu'une contribution relative toujours plus petite.

11. De ce fait, une autre affirmation reste valable, à savoir que sur la base des combustibles classiques, l'importation d'énergie ou la production d'énergie nucléaire fournira, en vue de la consommation d'énergie de l'Europe, une contribution relative toujours plus grande, du moins quand on part de l'idée que la force hydraulique qui existe dans les pays de la Communauté mais qui n'est pas encore exploitée, ne peut pas encore contribuer notablement à l'accroissement de la production d'énergie et que le gaz naturel produit dans l'aire de la Communauté ne peut pas non plus contribuer de manière importante, malgré l'essor surprenant de la production, à remplacer de façon satisfaisante les importations sans cesse croissantes.

12. Dans la mesure où il s'agit de combustibles classiques — c'est-à-dire si on renonce à prendre pour l'instant en considération l'énergie nucléaire — il faudra donc s'attendre à voir augmenter constamment l'importation de combustibles en provenance de pays tiers. Ces combustibles importés, c'est d'abord le charbon : le prix du charbon importé dépend, dans une large mesure, des frets maritimes en vigueur et il a tendance à coûter, départ-mine, moins cher que le charbon d'origine européenne. C'est ensuite le pétrole brut, qui est importé en Europe et transformé dans des raffineries européennes : une partie des produits de cette transformation est consommée en Europe et une autre partie est exportée dans des pays tiers. En outre, on importe déjà les produits de transformation. Ces mêmes raffineries, qui appartiennent à de grands trusts mondiaux, traitent également le pétrole brut produit en Europe et réexporté ensuite en partie dans les pays tiers. Les prix des produits des raffineries sont fixés en vertu d'accords passés entre les grandes compagnies pétrolières.

13. A supposer que l'on puisse maintenir à peu près au même niveau la production européenne de houille, ou même l'accroître quelque peu, il s'en suivrait — toujours abstraction faite de l'énergie nucléaire — qu'il est permis de se demander si l'importation de houille et de pétrole ne va pas s'accroître constamment, tout au moins si la production pétrolière des pays de la Communauté ne peut couvrir que dans une mesure limitée les besoins sans cesse croissants de l'Europe. Il semble improbable que la production croissante de gaz naturel et de pétrole en Europe arrive jamais à couvrir les besoins croissants, voire à permettre de réduire les importations. Quel que soit le désir qu'on en ait, aucune des prévisions qui ont été faites et qui parfois sont assez divergentes ne permet d'escompter la réalisation de cet espoir.

14. Dans le cadre de cette évolution à laquelle on s'attend, il est permis — voyez le premier rapport de votre commission — de vouer une attention particulière au fait que, de l'avis de nombreux esprits, d'excellentes raisons amènent à conclure que dans le domaine de la consommation industrielle et domestique nous assistons dans une certaine mesure au remplacement du charbon (européen et importé) comme forme primaire d'énergie par des produits pétroliers, notamment par le fuel (1). A cet égard, il faut remarquer que cette substitution des produits pétroliers à la houille ne se produit pas seulement dans le secteur de la consommation industrielle et domestique; elle est également signalée dans celui de la production d'électricité et aussi dans celui de la production de gaz.

Notons cependant que la houille n'est pas indispensable pour produire de l'électricité, mais qu'en revanche, une partie du gaz produit sera tirée de la houille puisqu'on fabriquera

---

(1) Voir sixième rapport général, premier rapport de la commission pour la politique énergétique et débats de la session de juin.

du coke. Il vaudrait la peine de se procurer des données quantitatives plus concrètes sur cette évolution. Si la Haute Autorité dispose, maintenant ou plus tard, d'indications à ce sujet, elle fera bien de les communiquer à votre commission.

15. On peut se demander quelles sont les causes de cette substitution. Dans la mesure où il s'agit du remplacement de la houille (européenne et importée) par les produits pétroliers, il est peut-être permis de parler d'une certaine influence de nature technique en ce sens que dans certains cas le pétrole est un combustible plus facile à manier que la houille. Votre commission aimerait que la Haute Autorité ou la Commission de la C.E.E. pussent lui donner des précisions sur ce point.

16. On peut cependant craindre de devoir assister aussi au remplacement de la houille européenne par des combustibles d'importation, soit par la houille, soit par des produits pétroliers, notamment le fuel, aussi bien dans l'industrie que chez les petits consommateurs. La plus importante cause de cette substitution, il faut la chercher dans l'écart des prix, autrement dit dans la différence entre le prix du combustible importé livré à l'utilisateur et le prix de la houille européenne qui est livrée à ce même consommateur. Le pétrole extrait en Europe et les produits dérivés du raffinage de celui-ci ne jouent en cela aucun rôle, puisqu'ils tombent sous le régime du prix mondial des produits pétroliers.

17. Il se pose là des questions de toute première importance : Pareille différence de prix existe-t-elle ? Dans quelle mesure exerce-t-elle une influence sur cette substitution ? Qu'est-ce qui conditionne cette différence de prix ? Est-ce là en premier lieu un phénomène d'ordre conjoncturel qui se produit avant tout sous l'effet des fluctuations conjoncturelles du fret maritime, fluctuations qui peuvent être très fortes notamment pour le charbon ? Ou bien s'agit-il en réalité d'un phénomène d'ordre structurel qui se manifestera d'une façon toujours plus visible, même en cas de reprise de la conjoncture ? La question est de savoir si, pour l'entreprise productrice, le prix coûtant du pétrole et de la houille est plus bas dans certains pays tiers que celui de la houille européenne. Dans l'affirmative, l'écart de ces prix se trouve-t-il compensé par les frets ? Si tel est effectivement le cas, quelles autres influences peuvent alors expliquer le fait que les consommateurs européens payent éventuellement un prix plus bas ? La connaissance de ces facteurs étant la condition même de la définition d'une saine politique énergétique, il serait souhaitable que tous ces points soient précisés.

18. Quand à la session de juin de l'Assemblée Parlementaire le premier rapport de la commission pour la politique énergétique a été discuté, on a insisté sur la nécessité d'examiner soigneusement tous les facteurs d'ordre fiscal et autres qui influent sur le prix et constituent en réalité une discrimination au détriment de la houille européenne. En ce qui concerne les éventuelles différences des régimes fiscaux appliqués aux sources d'énergie, votre commission a pris acte avec satisfaction du fait que la Haute Autorité s'occupe très activement du problème. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance de tous les résultats de ses recherches que l'on pourra tirer une conclusion à propos de la position que la houille produite en Europe occupe en tant que forme primaire d'énergie. Ce serait là une importante contribution à la définition précise et concrète des principes énergétiques qui sont ébauchés au chapitre II du sixième rapport général de la Haute Autorité.

19. La commission pour la politique énergétique suppose que les propositions que la Haute Autorité soumettra au Conseil de Ministres seront fondées sur une meilleure connaissance des problèmes de structure qui ont été évoqués plus haut.

20. Bien qu'il soit souhaitable d'installer immédiatement des centrales nucléaires, il faudra néanmoins développer l'industrie nucléaire en vue de lui faire produire beaucoup d'énergie à des prix qui se justifient du point de vue économique, afin de remédier jusqu'à un certain point au déficit relatif croissant que l'énergie produite en Europe accusera. En attendant, ce n'est toujours qu'un souhait.

21. La publication du rapport de MM. Armand, Etzel et Giordani sous le titre « La contribution d'Euratom à l'approvisionnement en énergie », en mai 1957 et l'institution de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (Euratom), le 1<sup>er</sup> janvier 1958, ont fait naître un espoir : grâce à la fission atomique comme source d'énergie primaire, principalement utilisable pour la production d'électricité, on pourra peut-être arrêter dans un délai raisonnable le mouvement ascensionnel de l'importation des formes classiques d'énergie en la stabilisant à un certain niveau. Dans leur rapport, les « Trois Sages » ont admis comme objectif des prévisions une puissance installée d'énergie nucléaire de 15 000 mégawatts à réaliser d'ici 1967. D'autre part, le « Rapport sur la situation des industries nucléaires dans la Communauté » sur lequel M. De Groote, membre de la Commission de l'Euratom, a donné quelques éclaircissements à la session d'octobre de l'Assemblée parlementaire, relate certains faits qui permettent de penser que cette stabilisation se produira postérieurement à l'époque admise primitivement par les « Trois Sages ». M. De Groote a déclaré que selon les prévisions de la Commission de l'Euratom on installerait entre 4 000 et 5 000 mégawatts nucléaires pour 1965. De l'avis de votre commission pour la politique énergétique, il est regrettable de devoir constater ainsi que l'évolution se fait plus lentement qu'on ne s'y était attendu. Elle insiste dès maintenant sur le fait qu'il faudra probablement demander un maximum d'efforts à tous les intéressés si on veut pouvoir parvenir à temps au but que la Commission de l'Euratom s'est assigné maintenant.

22. A ce propos, la commission pour la politique énergétique désire faire remarquer encore que de nombreuses incertitudes subsistent en ce qui concerne le prix de revient de l'électricité produite à partir de l'énergie nucléaire. Lors de la réunion de l'Assemblée parlementaire du 21 octobre 1958 (voir Débats, page 25), M. De Groote a souligné ce fait dans son discours. Assurément, il faut apprécier les tentatives qui sont faites de transposer dans la structure économique et sociale de l'Europe les données relatives aux réacteurs qui travaillent dans d'autres pays; il n'en reste pas moins une grande place pour des écarts marginaux vers le haut ou vers le bas. Au surplus, les réacteurs de puissance qui fonctionnent dans les pays tiers peuvent encore difficilement être désignés par ce terme, attendu qu'ils travaillent encore souvent comme réacteurs expérimentaux et qu'ils sont encore utilisés à d'autres fins. Dans bien des cas, le prix auquel le plutonium produit peut se vendre est encore un prix fictif. La seule base est en somme le prix que l'on pourrait obtenir pour le plutonium s'il était vraiment vendu exclusivement en vue d'utilisations pacifiques. La commission pour la politique énergétique se demande si cette possibilité existe d'ores et déjà, vu qu'on n'aperçoit pas encore assez clairement dans quelle mesure le plutonium peut être utilisé dès maintenant comme matière fissile dans les réacteurs de puissance.



23. La commission pour la politique énergétique rappelle d'ailleurs que le 12 novembre 1958, M. De Grootte lui a déclaré que les données dont il disposait à ce moment forcent la conclusion que, dans la situation actuelle de l'Europe, les réacteurs de puissance qui fonctionnent dans les pays tiers peuvent produire de l'énergie à un prix coûtant qui est de 10 à 25 % au-dessus du prix coûtant de l'électricité produite par une centrale classique de bon rendement; au demeurant cette estimation se fonde sur des calculs que l'expérience n'a pas encore confirmés.

Quand cet écart disparaîtra-t-il? Quand la centrale nucléaire pourra-t-elle fournir de l'électricité, en période de besoins normaux, à un prix coûtant qui soit, au début du moins, comparable à celui de l'électricité sortant d'une centrale classique? Cela dépendra essentiellement du rythme auquel les centrales nucléaires pourront être perfectionnées et du rythme auquel le prix de l'énergie classique augmentera en Europe. Selon la commission pour la politique énergétique, on ne pourra connaître exactement le prix coûtant de la production des centrales nucléaires qu'en faisant travailler dans la réalité concrète des centrales européennes — qui seraient de types différents si possible — destinées exclusivement à produire de l'énergie à des fins pacifiques. A côté des expériences faites avec les types américains, dits à l'uranium enrichi, les expériences faites avec le type anglais, dit à l'uranium naturel, permettront certainement de se faire une image utile des possibilités réelles.

24. Il est généralement admis que cette source de production d'électricité n'évincera pas entièrement la forme classique de l'énergie, quelle que soit la capacité des centrales nucléaires dans un avenir plus ou moins éloigné.

Elle n'y réussira pas, ne fût-ce que du seul fait que l'énergie nucléaire ne pourra être utilisée que pour certaines formes de production d'énergie, notamment pour la production d'électricité, et, dans une certaine mesure, à des fins de chauffage et de propulsion. A l'heure actuelle, l'utilisation de l'électricité ne représente qu'une faible part de la consommation totale d'énergie. Cette proportion augmentera cependant encore de beaucoup. Seule une partie de cette production d'électricité, certes grandissante, sera assurée par les centrales nucléaires, le reste étant tiré des combustibles conventionnels. Il est évident qu'une grande partie de la consommation d'énergie restera tributaire de la forme d'énergie appelée conventionnelle, soit primaire, soit transformée.

25. Il ne faut pas perdre de vue qu'autant qu'on puisse conjecturer aujourd'hui, les centrales nucléaires ne pourront produire de l'électricité à un prix coûtant comparable que si leur capacité est utilisée au maximum et en permanence en vue de couvrir les besoins normaux. Tant qu'il n'y aura pas de types de réacteurs capables de satisfaire des besoins très variables sans éprouver de difficultés d'ordre économique ou technique, une partie de la production dans le secteur de l'électricité continuera d'être assurée, avant tout pour cette raison, par la forme classique d'énergie. Votre commission se permet d'insister sur le fait que l'on ne saisira pas encore exactement ni convenablement les relations des coûts si l'on compare les uns aux autres, d'une part, les coûts d'une centrale nucléaire, qui a l'avantage de travailler en permanence pour répondre aux besoins normaux et, d'autre part, les coûts d'une centrale thermique classique, qui a l'inconvénient de devoir répondre à des besoins extrêmement variables. Il faut souhaiter qu'en dépit de ces limitations, on tiendra fermement à atteindre l'objectif des « Trois Sages », à savoir la stabilisation de l'importation d'énergie par la production croissante d'électricité tirée de la fission atomique. Il doit sans doute être acquis que l'énergie nucléaire

sera effectivement appelée à compléter les ressources énergétiques européennes, donc à se substituer à une partie des importations d'énergie. Il ne s'agit pas de substituer l'énergie nucléaire à une partie de la production européenne d'énergie et, ce faisant, de laisser s'accroître toujours davantage les importations d'énergie.

26. Quel que soit donc le rôle que, vue à longue échéance, l'énergie nucléaire jouera — rôle qui, dans un avenir lointain, sera peut-être repris par la fusion nucléaire —, on peut admettre que la part relative des formes classiques d'énergie diminuera, mais qu'à la longue son volume restera au moins le même en valeur absolue.

A longue échéance, le rapport entre la production européenne d'énergie et l'énergie importée des pays tiers posera donc toujours un problème important qui commence à se manifester, non seulement dans le secteur des combustibles par la concurrence entre le charbon européen, le charbon importé et le pétrole importé, mais aussi dans le secteur de la fabrication de gaz. La nécessité de produire du coke endigue encore quelque peu cette tendance; dans certains cas, on constate cependant déjà que pour la production de gaz le charbon est remplacé par des produits pétroliers. Il y a lieu de noter cependant que si la gazéification intégrale de la houille est appliquée avec succès, les chances d'utilisation de cette forme d'énergie primaire augmenteront considérablement. Il est possible aussi que les produits pétroliers viennent se substituer au charbon dans le secteur des produits chimiques dérivés.

27. A ce propos, il importe de connaître les prévisions en ce qui concerne, à très longue échéance, les réserves mondiales de combustibles classiques. Selon certains experts, les réserves de houille seraient très importantes, encore que les plus considérables ne soient pas situées en Europe. Même si la consommation d'énergie augmentait constamment de plus de 3 % par an (1), ces réserves seraient encore suffisantes pendant très longtemps. En revanche, on estime que les réserves connues de pétrole sont beaucoup plus faibles mais on suppose que les réserves non encore découvertes sont considérables. Les géologues compétents sont parvenus à la conclusion qu'au rythme actuel de la production, les réserves connues suffisent à couvrir les besoins mondiaux dans les trente-huit années à venir. Aussi faut-il se demander, à la suite de ces prévisions, si, dans quelques dizaines d'années, les coûts de production du pétrole auront tellement augmenté que la position du charbon s'améliorera de nouveau et si la substitution ne se fera pas en sens inverse. Il n'en reste pas moins que pour le moment, ce processus de substitution semble s'orienter en faveur du pétrole. Notons cependant qu'à la longue, les prévisions fondées sur des données géologiques se sont toujours révélées trop conservatrices. Tel était le cas pour la production charbonnière et cela semble aussi se confirmer en ce qui concerne la production pétrolière. Il va de soi que les évaluations des géologues ne portent pas nécessairement sur toutes les réserves économiquement exploitables.

28. Quant aux réserves mondiales d'uranium et de thorium, les avis sont divergents. Tout dépend en premier lieu de la mesure dans laquelle l'uranium 238 stabilisé et le thorium obtenus par le traitement au réacteur surgénérateur du plutonium et de l'uranium 233 pourront être utilisés comme combustibles. Si cela devenait possible, les réserves de combustibles nucléaires seraient suffisantes pour couvrir les besoins pendant beaucoup plus longtemps que les

---

(1) Ce pourcentage d'accroissement annuel diminuerait fortement si l'on améliorait le rendement utile, c'est-à-dire le taux d'énergie utile fournie au consommateur.

prévisions portant sur l'uranium 235 ne permettent de l'espérer en ce moment. De plus, il se pourrait que cette méthode ne conduise pas automatiquement à une réduction des prix. Selon les communications de Sir John Cockroft sur la deuxième conférence atomique qui a eu lieu à Genève, les réserves mondiales d'uranium naturel atteindraient 10 millions de tonnes. Si la méthode de régénération, qui n'est pas encore applicable maintenant, permettait à l'avenir d'utiliser ces réserves à 30 %, celles-ci atteindraient le triple des réserves mondiales de charbon. Mais les conditions sur lesquelles se fondent ces calculs sont encore loin d'être réalisées.

En second lieu, on ne voit pas du tout quelle partie de ce minerai on pourra transformer en combustible utilisable, en le faisant dans de telles conditions de rentabilité que le prix de l'énergie ne subisse pas de hausse importante. Si une telle hausse du prix de l'énergie devait effectivement en résulter, il faudrait renoncer pour l'instant à envisager une transformation rentable. C'est un point sur lequel les idées ne sont pas encore suffisamment fixées.

29. La commission pour la politique énergétique tient enfin à formuler quelques remarques qui sont importantes pour l'appréciation de la future politique de l'énergie.

En premier lieu, elle insiste sur un facteur qu'il importe de considérer pour se rendre compte de l'influence de l'énergie sur la situation des produits européens sur le marché mondial, c'est-à-dire la part des coûts de l'énergie dans les coûts de production globaux des marchandises dont la production nécessite de l'énergie. Votre commission rappelle qu'elle a déjà souligné ce problème dans son premier rapport et qu'elle en a tiré argument pour demander que le marché européen de l'énergie reste ouvert au libre-échange avec les pays tiers. Elle estime cependant souhaitable de préciser cette thèse du point de vue quantitatif. Selon certains experts, le pourcentage des coûts de l'énergie par rapport aux coûts de production globaux du produit final est minime (1). Cela n'empêche qu'il serait souhaitable d'examiner du point de vue quanti-

(1) Le pourcentage des coûts de l'énergie dans les coûts globaux apparaît dans le recensement auquel l'Office des statistiques de la République fédérale a procédé pour l'année 1950. Le recensement portait sur 6,6 % des entreprises et 32 % du chiffre d'affaires. Il suffira d'en extraire certains éléments, à titre d'indication. Les coûts de l'énergie sont exprimés en pourcentage des coûts globaux.

Tuileries . . . . .	13,3 %
(uniquement les entreprises dont la production totale dépasse 1 million de DM)	
Fonderies sidérurgiques . . . . .	8,7 %
Construction mécanique . . . . .	2,1 %
Industrie automobile . . . . .	1,5 %
Industrie de précision et optique . . . . .	1,7 %
(uniquement les entreprises dont la production totale dépasse 5 millions de DM)	
Fabrication d'outils . . . . .	3,6 %
Porcelainerie et faïencerie à usage ménager . . . . .	9,0 %
Verre moulé (semi-automatique et automatique) . . . . .	16,5 %
Papeterie et cellulose . . . . .	8,0 %
(uniquement les entreprises dont la production totale dépasse 25 millions de DM)	
Filatures et tissages de coton . . . . .	1,7 %
Confection . . . . .	0,7 %
(uniquement les entreprises dont la production est supérieure à 0,5 et inférieure à 1 million de DM)	
Production de fourrages . . . . .	0,9 %
Boulangerie et pâtisserie . . . . .	1,6 %
(uniquement les entreprises dont la production totale est inférieure à 0,5 million de DM)	

Dans d'autres branches d'industrie non recensées les coûts de l'énergie représentent une très large part des coûts globaux, dans l'industrie de l'aluminium par exemple.

tatif la structure des prix des catégories de produits pour lesquels la part des coûts d'énergie est à peu près la même.

30. En second lieu, votre commission insiste sur le rapport entre le développement du revenu national brut et celui de la consommation d'énergie. Selon les experts, la consommation mondiale d'énergie s'est accrue d'environ 3,25 % dans les cinquante dernières années, sauf dans les périodes exceptionnelles de crise et pendant les guerres. Cela ne signifie évidemment pas que cette moyenne vaille pour toutes les régions géographiques du monde entier. Sans doute, le taux d'accroissement n'est-il pas le même en Europe. Le paragraphe 600 (tableau n° XLVI) de l'« Étude sur la structure et les tendances de l'économie énergétique dans les pays de la Communauté » montre que, de 1950 à 1955, les besoins en énergie de la Communauté ont augmenté de 6,2 % par an, alors qu'on évalue cette augmentation à 3,5 % pour la période de 1955 à 1965 et à 2,7 % pour la période de 1965 à 1975. Le tableau n° XLVIII (paragraphe 61) prévoit de 1955 à 1975 un accroissement de 83 % des besoins en énergie, c'est-à-dire en moyenne une augmentation annuelle de 3 %. Selon le tableau n° XXXV, le taux d'accroissement des besoins globaux en énergie de chaque pays est évalué comme suit pour la période de 1955 à 1975 :

Allemagne et Sarre . . . . .	89,4 %
Belgique . . . . .	53 %
France . . . . .	90,7 %
Italie . . . . .	105,4 %
Luxembourg . . . . .	36,9 %
Pays-Bas . . . . .	71,1 %

Bien entendu, ce sont là de simples estimations dont il faut se demander si elles doivent être maintenues. Il serait intéressant de savoir si les études qui ont été faites ces dernières années permettent de donner des indications précises. Une question est particulièrement importante : le rapport entre l'accroissement du revenu national brut et celui de la consommation d'énergie au cours des dernières années et dans les estimations pour l'avenir. C'est d'autant plus vrai que le rendement de l'énergie utile chez le consommateur final sera sans doute constamment amélioré, qu'il pourra l'être dans une très large mesure et que la substitution d'énergie secondaire à l'énergie primaire se répandra probablement aussi, ce qui permettra d'améliorer notablement le rendement.

31. L'accroissement annuel de la consommation d'énergie pose un problème dont l'importance n'est pas à dédaigner. Une faible variation de la moyenne annuelle de l'accroissement détermine après une plus longue période un fort écart dans les estimations. Pour porter un jugement exact sur la situation de l'énergie en Europe, il importera de tirer au clair ces problèmes.

32. La commission pour la politique énergétique se contentera de faire ces quelques remarques analytiques qui s'ajoutent à son premier rapport. Elle se rend compte que sa contribution, qui doit faciliter l'appréciation de la situation actuelle, concerne une phase ultérieure d'une discussion bien loin d'être achevée.

Le chapitre suivant exposera brièvement les faits nouveaux qui se sont fait jour depuis la présentation du premier rapport de votre commission et qui sont dus à l'activité des trois exécutifs.

### III — LES TRAVAUX DES EXÉCUTIFS

33. Les paragraphes suivants traiteront des travaux des trois exécutifs. Pour la Commission de la C.E.E. et la Commission de l'Euratom, les sources seront les rapports publiés par ces deux exécutifs. Pour la Haute Autorité, il s'agira des travaux qui ont trait à l'élaboration d'une politique énergétique générale en Europe.

34. Le premier rapport général de la Commission de la C.E.E. ne s'attarde guère aux problèmes de l'énergie. Le paragraphe 33 du chapitre I nous apprend que la Haute Autorité et les deux Commissions européennes ont institué des réunions périodiques de leurs présidents en vue de faciliter la coopération qui doit aboutir à l'unité d'action et de politique de ces institutions. Au cours de ces réunions, les présidents examineront tous les problèmes qui sont d'intérêt commun et qui concernent la politique générale des Communautés. La commission pour la politique énergétique suppose que l'approvisionnement de l'Europe en énergie et la politique qu'il convient d'appliquer à cet égard seront également examinés à l'occasion de ces réunions périodiques.

35. Au même paragraphe de ce rapport, il est dit que les trois exécutifs sont d'accord pour constituer des groupes interexécutifs composés d'un ou, selon les besoins, de plusieurs membres de chaque institution. Pour le moment, cette procédure est envisagée, entre autres, pour la politique énergétique.

Il n'empêche qu'à long terme, une institution européenne sera souhaitable pour mettre en œuvre une politique coordonnée de l'énergie. Il est difficile, pour l'instant, de se prononcer sur la forme et la nature de cette politique.

36. Pour le reste, il n'est plus question de la politique énergétique qu'au chapitre II, dont les paragraphes 62 et 63 contiennent quelques remarques relatives aux problèmes de l'énergie. Les disponibilités en énergie sont considérées en premier lieu comme un facteur de localisation de l'industrie, qui influence notamment l'expansion à long terme et la répartition interrégionale des activités. Vue sous cet angle, la politique de l'énergie et surtout la répartition des disponibilités d'énergie seront très importantes pour la politique structurelle de la Communauté. On peut en déduire que la Commission économique européenne estime que la politique énergétique est une composante essentielle de sa politique économique structurelle. Aussi conclut-elle, au dernier alinéa du paragraphe 62 de son rapport, qu'il existe un problème économique de l'énergie, qui réside essentiellement dans le choix à faire entre les sources d'énergie qui diffèrent par leurs caractéristiques économiques, du fait même de leurs différences physiques et de la diversité de leurs provenances.

37. Au paragraphe 63, la Commission économique européenne constate que la marche du progrès crée à la politique économique des problèmes nouveaux dans le domaine de l'énergie. Ils ne pourront être résolus sur le plan européen que par une coordination parfaite de l'action des exécutifs et des gouvernements des États membres.

38. Enfin, il est dit dans ce paragraphe que du point de vue de l'harmonisation des expansions régionales, la diversité des sources d'énergie disponibles offre des chances nouvelles qu'il serait souhaitable de pouvoir mettre à profit. L'approche régionale semble, en tout état de cause,

l'une des méthodes les plus fécondes en vue d'intégrer la politique de l'énergie dans la politique économique générale.

39. A côté de ces remarques qui concernent plus spécialement l'approvisionnement en énergie, le premier rapport général de la Commission de la C.E.E. contient un certain nombre de remarques d'ordre économique qui, en dehors des services et des échanges au sens étroit du terme, concerne aussi les diverses formes d'énergie pour autant qu'elles ne relèvent pas de la compétence de la Haute Autorité de la C.E.C.A. ni de la Commission de l'Euratom.

Il s'agit notamment de certains passages du chapitre III (l'ouverture des marchés) : le tarif extérieur commun (paragraphe 74), le régime des concurrences (paragraphe 78), les règles applicables aux entreprises (paragraphe 82) et les dispositions fiscales (paragraphe 87).

40. D'ailleurs, également du point de vue de la coordination des investissements (chapitre II, paragraphe 46), il faut veiller à ce que le secteur de l'approvisionnement en énergie ait sa part d'investissements.

41. De l'avis de la commission, le rapport sur la situation économique de la Communauté (septembre 1958) ne contient, pour la politique de l'énergie, aucun point de départ spécifique pour justifier un examen de ce document dans le rapport de votre commission.

42. En ce qui concerne les travaux de la Commission de l'Euratom, votre commission doit se prononcer sur deux rapports : le « rapport sur la situation des industries nucléaires dans la Communauté » (30 juin 1958) et le « premier rapport général sur l'activité de la Communauté » (21 septembre 1958).

43. Le rapport sur la situation des industries nucléaires dans la Communauté donne un aperçu précis de l'état actuel de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire. Certaines remarques touchent de si près le développement de la production d'énergie par les réacteurs nucléaires, qu'il convient de les examiner dans ce rapport. Il s'agit notamment du chapitre 2 (la production d'uranium et de thorium), chapitre 3 (le cycle de combustible), chapitre 6 (réacteurs de puissance), chapitre 8 (l'énergie nucléaire et l'industrie), chapitre 9 (l'économie énergétique de la Communauté) ainsi que des conclusions du rapport.

44. Le chapitre 2 de ce rapport donne un aperçu des ressources en minerais à partir desquels on peut produire des matières fissiles. Il précise que les minerais du Congo belge sont exportés en premier lieu, aujourd'hui encore, vers des pays tiers. Quant aux autres pays de la Communauté, la France et la république fédérale d'Allemagne sont aujourd'hui les deux principaux pays où des gisements ont été découverts dans les dernières années. En partie, ces minerais ont une teneur suffisante pour que leur exploitation et leur transformation se justifient du point de vue économique. Votre commission estime que la teneur minimum qui permet encore d'utiliser le minerai pour la production d'énergie sans que les coûts de production soient trop élevés, n'est pas encore définie de façon suffisamment claire. Quand le prix de l'énergie nucléaire sera comparable à celui de l'énergie classique, il sera plus facile d'exploiter aussi des gisements moins riches, à mesure que l'énergie nucléaire sera produite relativement moins cher. Il serait intéressant d'apprendre si on peut dès à présent établir, quant au développement de

la production européenne de minerai et d'uranium, des prévisions qui montrent si l'Europe sera capable de couvrir les besoins en combustibles de ses centrales nucléaires. A cet égard, les remarques finales qui figurent au paragraphe 2.5 révèlent une tendance optimiste, malgré le développement rapide des possibilités d'utilisation. Il est vrai que le rapport entrevoit la possibilité d'un déficit en ressources autochtones qui peut s'établir à brève échéance si la production d'énergie nucléaire se développe comme on le prévoit. Néanmoins, on peut espérer que la production d'uranium dépassera en fait les prévisions actuelles. L'approvisionnement en matières fissiles ne semble donc pas devoir poser de problème grave pour les six pays.

45. En ce qui concerne le cycle de combustible, votre commission peut se borner à quelques brèves remarques. Elle signale cependant que la production de matières fissiles (notamment d'uranium enrichi en uranium 235), le traitement et le procédé de transformation le plus efficace des déchets de combustibles et les possibilités de produire du plutonium sont de la plus haute importance lorsqu'il s'agit d'augmenter la quantité d'énergie obtenue par le combustible et de comprimer ainsi le prix de l'énergie. Quant au point de savoir s'il faut dès à présent engager la séparation de l'uranium 235 qui consomme des quantités énormes d'énergie et dont le prix de revient est extrêmement élevé, votre commission estime que ce problème n'est pas encore résolu. Elle constate avec satisfaction que, dans son programme de recherches, la Commission de l'Euratom a attaché une importance capitale à l'amélioration du cycle de combustible. Votre commission se félicite de la coopération de l'Euratom avec la Société européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés (Eurochemic).

46. Les considérations du chapitre 6 (réacteurs de puissance) ont particulièrement retenu l'attention de votre commission. La liste des réacteurs de puissance dont la construction est engagée, achevée ou projetée, lui permet de constater qu'il n'existe encore dans la Communauté aucun réacteur dont la production d'énergie électrique soit comparable à celle d'une centrale thermique. Si tous les réacteurs figurant dans cette liste fonctionnaient (et pour aucun d'eux ce ne sera le cas avant 1962), la capacité totale de production d'électricité ne serait encore que de 650 MWe; et même si la capacité de production de 1 000 MWe prévue par le traité conclu entre les États-Unis et l'Euratom fonctionne à plein rendement en 1962, la capacité installée ne sera toujours que de 1 650 MWe au total, à condition toutefois que les installations prévues par ce traité ne figurent pas déjà en partie dans la liste mentionnée. Étant donné que la durée de construction d'une centrale d'énergie nucléaire, depuis la préparation jusqu'à la mise en marche, est évaluée à quatre ans, les producteurs d'électricité doivent commencer au plus tard en 1961 la construction d'installations dont la capacité serait de 2 500 à 3 500 MWe, pour que les prévisions de la Commission de l'Euratom (4 000 à 5 000 MWe) soient atteintes en 1965. Cette réalisation nécessitera sans doute des efforts considérables de la part de tous les intéressés.

47. En ce qui concerne le chapitre 8 (l'énergie nucléaire et l'industrie), il convient de faire remarquer que la notion « d'industrie » présente un double aspect. Il s'agit, d'une part, des industries qui fournissent les matériaux et les produits nécessaires à la construction des installations nucléaires et, d'autre part, de l'industrie qui produit de l'énergie à l'aide de ces installations. Bien que le développement d'une industrie spéciale pour la construction des installations nécessaires aux centrales nucléaires soit très important pour la contribution que l'Europe fournira à l'expansion de ce nouveau secteur et détermine dans une large mesure le degré d'indépendance que l'Europe saura acquérir en cette matière, l'industrie qui produit de l'électricité

(ou d'autres formes d'énergie) par la fission nucléaire, est cependant la plus importante pour votre commission. Or, le chapitre 8 ne traite que très brièvement cette question.

48. Les considérations réalistes qui figurent au chapitre 9 (l'économie énergétique de la Communauté), notamment l'évaluation des besoins et de la production d'énergie ainsi que de l'intervention de l'énergie nucléaire dont il est question aux paragraphes 9.2.1. et 9.2.2., revêtent pour votre commission un intérêt capital. Dans ces paragraphes, il est dit (sur la base des études faites par le Comité mixte) que, pour la période de 1955 à 1975, l'accroissement du revenu national brut est évalué à 100 % environ et celui des besoins en énergie à 80 % environ pour la même période. Selon ces prévisions, le déficit en énergie (qui était de 5 % environ en 1940 et de 20 % environ en 1955) est estimé à 30 % pour 1965 et à 35-40 % pour 1975.

Votre commission fait observer que les estimations de la consommation d'énergie pour l'avenir seront fortement influencées par de grandes améliorations du rendement de l'énergie fournie au consommateur final.

Le rapport suppose que l'intervention de l'énergie nucléaire se fera en premier lieu par la fourniture d'électricité. Depuis la guerre mondiale, la production d'électricité a presque doublé dans un intervalle de dix ou douze ans. En conséquence, on prévoit qu'elle triplera de 1955 à 1975. Pour couvrir entièrement cet accroissement à l'aide de la production des centrales nucléaires, à partir de 1963, conformément à l'objectif fixé par les « Trois Sages » de l'Euratom, il faudra pouvoir disposer d'une capacité de production de 15 000 MWe en 1965 (probablement ce sera le cas en 1967), de 25 000 MWe en 1970 et de 44 000 MWe en 1975.

Ce sont des objectifs qui ne pourront être atteints que dans la limite des possibilités, principalement techniques ou financières.

Au paragraphe 9.2, il est question plus spécialement de l'incidence du prix de revient. Le coût de l'électricité obtenue à l'aide des centrales nucléaires qui seront installées dans le cadre de l'accord négocié avec les États-Unis se situerait entre 10 et 14 mills (1) au kWh, tandis que le coût de l'électricité thermique se situe aujourd'hui aux environs de 9 à 11 mills. La commission pour la politique énergétique a pris acte, le 12 novembre 1958, d'une communication de M. De Groote, membre de la Commission de l'Euratom, selon laquelle le prix de revient de l'électricité nucléaire que l'Europe pourrait produire est de 10 à 25 % supérieur à celui de l'électricité thermique.

Le 22 octobre 1958, M. De Groote déclarait d'ailleurs devant l'Assemblée que divers impondérables rendaient difficile un jugement portant sur le rendement économique des centrales nucléaires.

49. Le rapport sur la situation des industries nucléaires met en lumière les possibilités de produire de l'énergie à partir de la fission nucléaire. Il restera à dire un mot des programmes énumérés au paragraphe 9.4. Pour toute la Communauté, la Commission de l'Euratom estime qu'en 1965 la puissance nucléaire installée sera tout au plus de quelque 3 500 à 4 000 MWe. Ceci représente environ les deux tiers du programme britannique (5 000 à 6 000 MWe) pour la même époque. Le 22 octobre 1958, M. De Groote, membre de la Commission de l'Euratom

---

(1) 1 mill = 1/1 000 de dollar.



a déclaré devant l'Assemblée qu'il supposait qu'en 1965 la puissance installée serait de 4 000 à 5 000 MWe. Les différences sont difficiles à expliquer, alors que cette évaluation est de loin postérieure à celle des « Trois Sages », qui avaient estimé pouvoir fixer à 15 000 MWe l'objectif pour 1967. Or, nous avons déjà dit que l'évaluation la plus récente exigera déjà un maximum d'effort.

50. Les conclusions du rapport font mention du fait que l'« Atomic Energy Authority » britannique a dépensé quelque 200 millions d'unités U.E.P. en 1956-1957. Aux États-Unis, où l'on n'a pas encore atteint le stade de la production économique d'énergie, on dépense chaque année environ 160 millions d'unités U.E.P. pour le développement des réacteurs de puissance à usage civil.

51. Le premier rapport général de la Commission de l'Euratom reproduit, en résumé, un grand nombre des points développés dans le rapport sur la situation des industries nucléaires dans la Communauté.

Aussi, en discutant ledit rapport général, votre commission se bornera-t-elle à examiner quelques points nouveaux qui ont trait à la politique énergétique.

52. La commission pour la politique énergétique s'intéresse surtout au chapitre VIII, intitulé « Industrie, énergie et économie nucléaires ».

Au paragraphe 65, la Commission de l'Euratom rappelle que le traité l'a chargée de créer des conditions favorables à la naissance et au développement des industries nucléaires. Elle suscite les initiatives, favorise la coopération, suit l'activité des différents secteurs, oriente les investissements, cherche enfin de créer une industrie nucléaire autonome dans tous les domaines et à tous les niveaux. Pour réaliser cet objectif, la Commission européenne ne procède pas par interventions systématiques; elle cherche, au contraire, à user de son influence pour créer un climat de confiance et de collaboration en vue de provoquer une saine émulation entre les diverses industries.

Si la commission pour la politique énergétique estime prématuré d'émettre un jugement sur les résultats de la politique ainsi esquissée, il sera intéressant, à l'avenir, de voir quelles seront les méthodes appliquées concrètement et quels seront les fruits de cette politique. Il reste à voir si une telle définition de la politique énergétique épuiserait les possibilités et les attributions dont le traité a pourvu la Commission de l'Euratom.

53. Au paragraphe 67, la Commission de l'Euratom rappelle que l'article 40 du traité lui prescrit de publier périodiquement des programmes de caractère indicatif portant notamment sur des objectifs de production d'énergie nucléaire et sur les investissements qu'implique leur réalisation. L'activité de la Commission européenne en cette matière a été amorcée par une collaboration avec le Comité mixte constitué par la Haute Autorité et le Conseil de Ministres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Le Comité mixte a notamment pour tâche d'examiner les perspectives de développement des différentes sources d'énergie dans les pays de la Communauté. Il étudie également, depuis six mois, les conditions de développement général des économies dans les pays de la Communauté, il élabore des bilans énergétiques rétrospectifs et établit des perspectives à moyen et à long terme.

Il serait intéressant d'avoir des précisions sur la façon dont les membres et les experts de la Commission de l'Euratom participent à ce travail.

54. La commission pour la politique énergétique ne voit pas du tout à quelle intention répondrait la création d'un « Industrial Forum », dont il est question au paragraphe 68. Ce forum servira-t-il, comme aux États-Unis, à informer l'opinion publique et le Parlement ou sera-t-il au service exclusif de la Commission de l'Euratom et des intéressés?

55. Après avoir passé en revue les travaux des deux Commissions européennes, la commission pour la politique énergétique s'arrêtera quelques instants à la marche des travaux concernant la mise au point d'une politique européenne de l'énergie. L'interlocuteur tout désigné est la Haute Autorité de la C.E.C.A., institution responsable devant l'Assemblée Parlementaire Européenne et chargée, en vertu du protocole du 8 octobre 1957, d'opérer, avec l'aide du Comité mixte, la coordination de tous les travaux dont le but est de mettre au point une politique européenne de l'énergie.

56. C'est le moment, pour votre commission, de rappeler une résolution votée par l'Assemblée, le 27 juin 1958, sur la politique énergétique. L'Assemblée Parlementaire Européenne

a) exprimait sa satisfaction des possibilités que le protocole du 8 octobre 1957 offre pour la mise en œuvre d'une politique européenne de l'énergie;

b) insistait pour que la Haute Autorité et les deux Commissions européennes coordonnent efficacement leurs travaux.

Votre commission constate que les deux Commissions européennes coopèrent comme le prescrit le protocole du 8 octobre 1957. Elle a déjà demandé comment cette coopération se traduit matériellement. Elle relève que le premier rapport général de la Commission de la C.E.E. fait état (paragraphe 33) d'une coopération périodique des trois présidents des exécutifs européens, notamment sur le plan de la politique énergétique. Encore faut-il voir comment cette coopération périodique des trois présidents répond à l'idée de coopération définie au protocole du 8 octobre 1957.

57. A part ces travaux généraux préparatoires à une politique européenne de l'énergie, la Commission de l'Euratom a des attributions spécifiques en matière de programmes nucléaires et la Commission de la C.E.E. n'échappera pas à la nécessité, que lui imposent ses attributions générales, d'être attentive au rôle économique et à la position des formes d'énergie autres que le charbon et l'énergie nucléaire : produits pétroliers, gaz naturel, énergie hydraulique, électricité.

Il est permis de se demander si les deux Commissions européennes, en vertu du protocole du 8 octobre 1957, ont fait temporairement abandon de leurs compétences pour les formes d'énergie ressortissant à leur autorité et si elles ont transmis ces compétences aux institutions coopérant sous l'égide de la Haute Autorité. Il se pourrait que les deux exécutifs se réservent entièrement le droit de prendre, chacun en son domaine, des mesures qui se répercutent sur la politique énergétique en général. Si les deux Commissions responsables, par définition,

de l'approvisionnement en énergie se mettaient à prendre chacune de son côté des mesures qui ne s'inséreraient pas dans la politique mise au point par la Haute Autorité et le Comité mixte, il pourrait en résulter des situations fort désagréables.

Si l'on se prend à réfléchir à ces problèmes, on voit constamment s'affirmer la nécessité d'un service commun pour les questions de la politique énergétique.

Votre commission à la conviction que ces points obscurs de la coopération des trois exécutifs ne tarderont pas à être tirés au clair.

58. Votre commission note, à ce propos, que dans la documentation distribuée par la Commission de l'Euratom, celle-ci ne fait guère qu'annoncer les travaux qu'elle entreprendra pour que l'industrie nucléaire participe effectivement à la production européenne de l'énergie. Quand les industries nucléaires se mettront à fonctionner, après 1960, la montée de la courbe de production d'énergie nucléaire s'accroîtra progressivement. Même alors, les sources traditionnelles d'énergie, surtout le charbon et le pétrole, continueront à fournir une part importante, sinon la plus grande part, de l'énergie produite.

Si telle doit être l'évolution de la production d'énergie, il reste donc nécessaire, même à long terme, qu'il existe une politique européenne de l'énergie, laquelle devra continuer à tenir compte de la production charbonnière européenne et des importations charbonnières et pétrolières en provenance des pays tiers.

59. Dans cette perspective, les travaux de la Haute Autorité et du Comité mixte sous la forme établie par le protocole du 8 octobre 1957 conservent une urgence primordiale. De là l'importance d'une déclaration qu'a faite en commission, le 12 juin 1958, M. Coppé, membre de la Haute Autorité : avant la fin de 1958, la Haute Autorité aura probablement fait au Conseil de Ministres des propositions concrètes conformes aux principes énoncés dans le chapitre que la Haute Autorité a consacré à la politique énergétique, dans son sixième rapport général. Votre commission attend ces propositions avec grand intérêt. Elle aimerait obtenir des précisions sur les études et les autres travaux du Comité mixte, qu'elle ne connaît pas encore et d'où sortiront les éléments fondamentaux des propositions qui seront formulées. Votre commission ne manquera certainement pas de s'intéresser aux évaluations récentes qui seront faites des besoins d'énergie, tant d'énergie primaire que d'énergie secondaire, tant d'énergie produite en Europe que d'énergie importée des pays tiers.

60. Après avoir ainsi examiné un certain nombre des travaux qui incomberont aux trois exécutifs, votre commission consacrera un chapitre à certaines questions et à certaines observations concernant différents aspects de la future politique européenne de l'énergie.

#### IV — QUELQUES ASPECTS DE LA FUTURE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

61. Votre commission pour la politique énergétique rappelle son premier rapport fait à l'Assemblée Parlementaire Européenne en juin 1958.

a) Votre commission constatait à l'époque que l'on ne voyait pas encore clairement comment la Haute Autorité, chargée d'exécuter le protocole du 8 octobre 1957, entendait combiner le facteur sécurité maximum et le facteur prix minimum. Les propositions que la Haute Autorité soumettra au Conseil de Ministres avant le 1<sup>er</sup> janvier 1959 préciseront probablement ce point.

b) Votre commission constatait qu'elle ne voyait pas la possibilité d'opérer la combinaison judicieuse des deux facteurs en question, aussi longtemps que l'on ne serait pas en possession d'éléments plus concrets sur la position concurrentielle respective des diverses formes d'énergie. Elle a conclu à la nécessité de disposer d'informations précises et d'une documentation exacte sur les facteurs de nature à perturber la saine concurrence de ces formes d'énergie et plus particulièrement du charbon et du pétrole; à défaut de tels instruments, il sera impossible de tracer une politique énergétique qui soit valable à tous égards.

c) En vue de préserver l'Europe d'un déficit énergétique, votre commission insistait sur la nécessité d'améliorer constamment l'utilisation des diverses formes d'énergie primaire. Elle souhaitait également obtenir des précisions sur l'amélioration de la substitution d'énergie secondaire à l'énergie primaire, sur l'emploi de l'énergie utile ainsi que sur les perspectives de conversion croissante de l'industrie charbonnière vers les utilisations chimiques. Quel rôle jouera en ce dernier domaine la production de dérivés du pétrole? On pourrait ajouter que votre commission possède certaines indications selon lesquelles les produits pétroliers tendent à se substituer au charbon, même pour la production de gaz.

d) Votre commission estimait également souhaitable d'intensifier la coopération des trois exécutifs en matière de commune politique énergétique.

62. Dans la ligne des conclusions qu'elle avait dégagées dans son premier rapport, votre commission rappelle avec insistance qu'il faudrait des précisions sur l'amélioration du rendement énergétique chez le consommateur final. Il le faudrait, en particulier, si l'on veut que les besoins soient évalués comme il se doit.

63. Votre commission tient à souligner le fait que, dès à présent, il est nécessaire de commencer à préparer l'égénéralisation des conditions de concurrence et à mettre les diverses formes d'énergie sur un pied d'égalité. Ce devra être une partie essentielle de la tâche de coordination des institutions désignées à cette fin.

Afin d'éviter qu'il se produise des distorsions sur tout ou partie du marché commun et de prévenir d'éventuels déséquilibres, les règles strictes prévues en matière de prix à l'article 60 du traité de la C.E.C.A. sont appliquées au charbon de la Communauté : barèmes et conditions de vente sont publiés, les rabais sont limités, etc.

Ces règles ne s'appliquent pas aux autres formes d'énergie qui, à l'exception de l'énergie nucléaire, relèvent du traité de la C.E.E.

L'article 7 du traité de la C.E.E. interdit bien toute discrimination fondée sur la nationalité et l'article 85 fixe certaines règles de concurrence.

Toutefois, l'ensemble des règles figurant dans le traité de la C.E.E. diffère, en contenu et en portée, de celles de l'article 60 du traité de la C.E.C.A.

Il pourrait en résulter que le charbon se trouve dans une position concurrentielle moins favorable, alors que d'autres facteurs agissent déjà dans ce sens. Il semble bien n'y avoir qu'un moyen de remédier à cette situation : c'est de traiter de la même façon toutes les formes d'énergie, également pour ce qui regarde les règles applicables aux prix.

64. Votre commission avoue qu'il ne lui est guère plus facile qu'en juin dernier de se faire une idée exacte de ce que doit être une politique européenne de l'énergie. Elle n'a toujours pas reçu toutes les informations qu'elle demandait et le Conseil de Ministres n'est toujours pas saisi des propositions dont la Haute Autorité avait annoncé la transmission. La Haute Autorité a fait au Conseil de Ministres des propositions, que ce dernier a approuvées, au sujet du freinage de l'accroissement des stocks sur le carreau des mines. Votre commission estime que ces mesures ne manquent pas d'intérêt mais, pour l'instant, elles semblent d'ordre conjoncturel plutôt que structurel. Si le phénomène se révèle être plus ou moins persistant, il faudrait reconnaître au problème un caractère structurel.

65. Il n'empêche que, quand l'Assemblée s'est réunie en octobre 1958, diverses voix se sont élevées pour plaider la cause d'une politique énergétique européenne globale. A cette occasion, on a insisté sur le fait que la politique en question ne devait pas être un cordon artificiel de sécurité, protégeant le charbon contre la concurrence des produits pétroliers, moins chers en ce moment. Les débats ont également mis en relief le fait qu'une politique européenne de l'énergie ne doit pas entraîner de majorations substantielles des prix de revient industriels. Votre commission constate qu'elle ne possède pas de précisions touchant la répercussion des coûts de l'énergie sur les prix de revient industriels de la Communauté.

66. Il est évident qu'une politique européenne de l'énergie doit s'appliquer à la Communauté entière. Il reste à voir dans quelle mesure la politique énergétique exige ou appelle une politique commerciale commune. Il est notamment permis de se demander si une commune politique commerciale en matière d'énergie peut ou doit être la contradiction du libre-échange avec les pays tiers.

67. Il serait utile que l'on sache, si possible, dans quels pays il existe des discriminations entre les formes d'énergie, aussi bien entre celles qui sont produites en Europe qu'entre celles qui sont importées. Il faut qu'on les connaisse exactement, pour pouvoir tirer les conclusions qui s'imposent.

68. Votre commission est d'avis que l'une des causes des difficultés structurelles des charbonnages européens réside dans le fait que l'industrie charbonnière n'a pas suffisamment de possibilités de financer sa modernisation. L'autofinancement intégral, s'il se prolonge, peut provoquer une hausse des prix et affaiblir davantage encore la position concurrentielle de l'industrie charbonnière. Le mécanisme des investissements dans d'autres formes d'énergie est encore trop imparfaitement connu pour permettre une comparaison valable. Peut-être une politique européenne de l'énergie suppose-t-elle une politique dirigeant les investissements vers des objectifs consciemment poursuivis.

69. Pour tracer une politique européenne de l'énergie, il faut inévitablement se demander si, structurellement, l'énergie importée ne peut pas être offerte au consommateur européen à meilleur compte que l'énergie produite en Europe, notamment le charbon. La réponse à cette question supposerait que l'on saisisse le mécanisme et les motifs de la politique des prix que les compagnies pétrolières pratiquent pour leurs différents produits. Il est notamment permis de se demander si le prix du mazout est effectivement le reflet du prix de revient ou s'il subit l'influence déterminante d'une politique de débouchés et de prix, qui dépendrait également de la vente des autres dérivés du pétrole. Pour les deux formes d'énergie importée, il faudrait rechercher si les prix ne cachent pas certains éléments constituant en fait des mesures de soutien.

70. Peut-être une enquête plus approfondie établirait-elle de façon péremptoire, ce qui n'est pas encore le cas à l'heure actuelle, que l'énergie importée, si l'on inclut les frets et le transport en Europe ainsi que la construction de pipe-lines, coûte structurellement moins cher qu'une grande partie de l'énergie produite en Europe, notamment le charbon. Il reste cependant à savoir s'il y aurait là un motif suffisant pour liquider plus ou moins progressivement les charbonnages européens. La question est plus pertinente encore, si l'on considère les charbonnages qui sont actuellement parfaitement rentables.

Tout d'abord, on peut vraiment se demander si les structures, aujourd'hui peut-être défavorables en apparence, ne se modifieront pas à longue ou très longue échéance, pour favoriser à nouveau la production charbonnière. Comme nous l'avons dit, les estimations géologiques dont nous disposons à ce jour nous permettent de croire que les réserves de pétrole seront épuisées beaucoup plus rapidement que les réserves charbonnières. Leur épuisement pourrait être beaucoup plus rapide encore si l'on intensifie le rythme de la substitution du pétrole au charbon et si, par conséquent, on utilise davantage de produits pétroliers. D'un point de vue technique et d'un point de vue social, il est extrêmement difficile de remettre en exploitation rentable un puits abandonné. Cet argument vaut tout spécialement pour les charbonnages aujourd'hui rentables et disposant de suffisamment de réserves géologiques.

Ensuite, il n'est pas certain qu'un effort de mécanisation et de rationalisation systématiques et convenablement financées ne rétablirait pas dans une position beaucoup plus favorable précisément les charbonnages rentables en raison de leurs conditions économiques et géologiques.

Une autre considération encore, c'est que d'autres motifs que les impératifs strictement économiques, des motifs sociaux par exemple, doivent être retenus au cas où un charbonnage éprouverait des difficultés et deviendrait inframarginal, soit en raison de la concurrence internationale persistante, soit en raison de graves facteurs d'ordre économique, technique ou géologique.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus qu'une substitution plus ou moins large de l'énergie importée de pays tiers à la production charbonnière européenne pose le problème du tribut politique et monétaire que l'appareil industriel européen devra payer au monde extra-européen. Cela restera vrai, fût-ce d'une manière plus ou moins stabilisée, quand l'énergie nucléaire fournira une part substantielle de l'énergie globale, notamment sous forme d'électricité.

71. Il est permis de se demander, au cas où la position des charbonnages européens deviendrait plus difficile, quand ce serait temporairement, en raison d'autres motifs, et notamment

ceux du paragraphe précédent, s'il n'y aura tout de même pas lieu de conclure que cette importante industrie doit être maintenue, et s'il ne faudra pas non plus admettre du même coup qu'on devrait lui procurer les moyens, en lui permettant de parfaire sa modernisation et en lui facilitant le financement nécessaire à cette fin, de livrer sa production à un prix compétitif au regard du prix de revient réel d'autres formes d'énergie.

72. N'y a-t-il pas lieu, dès lors, de prendre des mesures de politique commerciale qui reviendraient en fait à protéger la production ou à l'isoler plus ou moins, en dehors du libre-échange avec les pays tiers, ou bien la seule solution possible sera-t-elle de prévoir une forme de subvention par la Communauté, soit sur le plan national, soit sur le plan européen?

73. Toutes ces questions ne visaient qu'à contribuer à mettre en lumière la situation, que l'on ne saisira vraiment dans toutes ses implications qu'après que la Haute Autorité aura fourni toutes les précisions qui lui ont été demandées et qu'elle prépare actuellement.

74. A l'adresse des deux autres exécutifs, votre commission réitère le vœu de les voir coopérer aussi étroitement que possible avec la Haute Autorité en matière d'approvisionnement en énergie. Il sera intéressant d'apprendre ce que la Commission de la C.E.E. se propose de faire dans le domaine des sources européennes d'énergie qui ne ressortissent ni à la compétence de la Haute Autorité de la C.E.C.A. ni à celle de la Commission de l'Euratom.

Votre commission insiste auprès de la Commission de l'Euratom pour qu'elle s'efforce, de tout son pouvoir, d'atteindre les objectifs de production d'énergie nucléaire. Même si l'on admet qu'il sera vraisemblablement impossible d'atteindre l'objectif des 15 000 MWe fixé par les « Trois Sages » pour 1967, il faut tout mettre en œuvre pour s'en rapprocher dans la mesure des possibilités. Votre commission se rend compte que l'objectif des 4 000 à 5 000 MWe ne sera pas atteint sans grands efforts en 1965, mais elle espère que la Commission de l'Euratom fera le maximum pour dépasser ces estimations.

75. Votre commission a exprimé, dans le présent rapport, quelques idées nouvelles par comparaison au contenu de son premier rapport. Elle espère être parvenue, en se servant des éléments nouveaux obtenus après la publication du premier rapport, à éclairer plus en profondeur les problèmes que pose l'élaboration d'une politique européenne de l'énergie et à concentrer l'intérêt sur les questions essentielles.

Étant donné toutefois que la Haute Autorité elle-même ne voit pas encore avec suffisamment de clarté comment se présente la structure de l'approvisionnement de l'Europe en énergie, votre commission pense qu'elle n'a pas assez d'informations ni de documentation qui puissent lui permettre de faire de plus utiles suggestions sur la future politique européenne de l'énergie. Raison de plus pour que votre commission insiste vigoureusement afin que cette politique prenne rapidement un tour concret.











